

Relations industrielles Industrial Relations



Risques psychosociaux : quelle réalité, quels enjeux pour le travail ?, Coordonné par François Hubault, Toulouse : Octarès éditions, 2011, 195 p., ISBN : 978-2-915346-89-3.

Daniel Prud'homme

Volume 67, numéro 4, automne 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1013206ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1013206ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Prud'homme, D. (2012). Compte rendu de [*Risques psychosociaux : quelle réalité, quels enjeux pour le travail ?*, Coordonné par François Hubault, Toulouse : Octarès éditions, 2011, 195 p., ISBN : 978-2-915346-89-3.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 67(4), 733–735.
<https://doi.org/10.7202/1013206ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

This would also be helpful in curbing the use of the term “neoliberal” founded on universal application and convergence, which Camfield’s text seems to suggest. Additionally, an examination of union decline based on sector and how union tactics differ accordingly would offer more specificity concerning the occurrence of how, where and the extent of union power decline.

Although I believe Camfield’s critique of the Canadian labour movement is well founded, Camfield overgeneralizes by homogenizing the workers’ movement. Conducting a comparative analysis between specific union practices would expose the differing levels of union power and worker militancy corresponding to their historical trajectories, union policies and campaigns. Moreover, to offer grand claims regarding the current state of the Canadian workers’ movement, aggregate level data and analysis are required to demonstrably measure the significant changes in power that Camfield professes. Finally, Camfield states that the interests of capital are antithetical to workers’ well-being. It is thus suggested that the workers’ movement employ an anti-capitalist stance, dismissing social democratic means to negotiating capital and labour relations as “futile and dangerous” (p. 137). It is necessary to flesh out this argument since its validity cannot be assumed and must be continually articulated through explicit reasoning and logic.

Nonetheless, Camfield convincingly argues for the importance of the workers’ movement in Canada as a force that provides physical and social goods. The text points to significant factors within and outside unions that potentially contribute to the current weakness of the Canadian workers’ movement. Providing working solutions for the democratic, grassroots, worker-based revitalization of social movement unionism in Canada, Camfield’s accessible text is a helpful guide for activists and academics alike.

Alissa Mazar
McGill University

Risques psychosociaux : quelle réalité, quels enjeux pour le travail ?

Coordonné par François Hubault, Toulouse : Octarès éditions, 2011, 195 p., ISBN : 978-2-915346-89-3.

Ce livre publié dans la collection « Le travail en débats » regroupe plusieurs conférences présentées les 8, 9 et 10 juin 2009 dans le cadre d’un séminaire organisé par le département Ergonomie et Écologie humaine de l’Université Paris I. De fait, ce département coordonne à chaque année, depuis environ vingt ans, un séminaire portant sur un aspect controversé du travail, tout en plaçant l’ergonomie au centre du débat. En 2009, le thème abordé fut les risques psychosociaux (RPS).

Afin de faire le tour de la question, de nombreux universitaires, chercheurs et praticiens ont été invités à faire des présentations lors du séminaire. Le coordonnateur de l’ouvrage, François Hubault, précise dans l’avant-propos que deux grandes questions ont été privilégiées. D’abord, qu’entend-on au juste par l’expression « risques psychosociaux » (RPS) ? Est-ce un nouveau mot pour décrire une vieille réalité ou s’agit-il d’un nouveau phénomène et, si tel est le cas, quelle en est la nature particulière ? Ensuite, quelles questions ces « risques psychosociaux » posent-ils aux sciences sociales en général et à l’ergonomie en particulier ? Les contributions des auteurs abordent donc l’une ou l’autre de ces questions, et parfois les deux à la fois.

Dans le premier chapitre, Cristofari cherche à mieux cerner la réalité des RPS en abordant différentes façons de les définir, de même que les modèles théoriques, en particulier ceux de Karasek et de Siegrist, qui permettent d’en saisir l’étiologie. Les grandes enquêtes menées en France pour en comprendre l’ampleur sont également évoquées dans cette contribution. Sans donner de définition précise, cette auteure précise tout de même que les RPS englobent finalement le stress au travail, le harcèlement psychologique et sexuel, les

agressions et violences physiques et morales, la souffrance au travail, mais aussi la déstabilisation vécue en raison de l'intensification du travail et de la fragilisation du lien d'emploi. Ce sont là différentes représentations que prennent les RPS et qui sont incluses dans la définition proposée par Vézina *et al.* en 2006, à savoir que les RPS « désignent l'ensemble des facteurs organisationnels et les relations inter-individuelles qui peuvent avoir un impact sur la santé ». Il s'agit donc d'un phénomène très large et ce n'est pas étonnant qu'il n'existe pas de consensus réel sur la question, d'où notamment l'intérêt de ce livre.

Les contributions de Barkat, d'Ughetto et de Cru et Lapeyrière, pour leur part, s'attaquent, le terme n'est pas trop fort, à l'institutionnalisation des RPS. Pour le premier de ces auteurs, l'expression RPS est « une notion vague » et masque, voire permet, un mouvement de « destruction qui touche la relation du travailleur à lui-même dans le travail ». Barkat plaide plutôt pour une refonte des institutions en santé au travail pour permettre de renouveler les conditions d'exercice du travail. Ughetto, quant à lui, se questionne sur le caractère réellement novateur des RPS et se demande à qui la notion de RPS peut bien servir. Ainsi, à travers la présentation de résultats d'études de terrain, il propose que ce sont surtout les « acteurs juridiques de la négociation » qui trouvent une utilité à cette expression et qui, de fait, sont en train de l'institutionnaliser. Dans les milieux de travail, toujours selon Ughetto, on assisterait plutôt à une re-catégorisation des risques pour la santé. L'avantage du concept de RPS serait alors d'obliger les acteurs à dépasser l'idée d'exposition aux risques dans une situation de travail, pour se tourner vers un accompagnement des individus à travers le travail. Cru et Lapeyrière proposent, de leur côté, une méthodologie différente pour les interventions en prévention des RPS. Il s'agit alors d'adopter « non pas une position de neutralité mais de transformation ».

Toujours concernant la première question posée par Hubault, plusieurs auteurs font des rapprochements entre les RPS et les troubles musculosquelettiques (TMS). Hatzfeld, dans le second chapitre, montre que les deux problématiques ont connu une évolution similaire à titre de préoccupation majeure dans le monde scientifique. Bourgeois et De Gasparo, ensuite, précisent cette évolution historique en démontrant comment l'expérience acquise au fil des ans à propos des TMS peut aujourd'hui servir lors des interventions sur les RPS. Pour Coutarel, enfin, « TMS et RPS sont les symptômes d'une crise du travail », crise influencée par les nouvelles formes d'organisation du travail et, en particulier, par la nouvelle relation avec le temps de travail, selon du Tertre.

En lien avec la seconde question, à savoir comment les RPS interpellent les sciences sociales et l'ergonomie, Le Port et Morlet considèrent qu'ils posent effectivement des défis à l'ergonomie de l'activité puisque, pour transformer le travail, il faut non seulement s'attarder à la tâche mais prendre en compte également les « relations de travail, l'environnement socio-économique, la compréhension de l'histoire d'une structure et de ses hommes ». Evette et Fenker ajoutent qu'il faut aussi analyser l'utilisation de l'environnement physique de travail pour en arriver à mener des interventions efficaces, idéalement en conception. Hubault, enfin, croit qu'il faut désormais « parler d'analyse du travail par l'activité plutôt que d'analyse de l'activité » afin d'être en mesure de transformer le travail.

Par ailleurs, plusieurs chapitres du livre portent sur des interventions menées par des praticiens et chercheurs dans des milieux de travail. C'est le cas pour l'article de l'ADECAPE qui cherche en particulier à illustrer les marges de manœuvre des ergonomes lorsqu'ils interviennent sur les RPS. C'est aussi le cas pour Benattar qui, lui, propose des interventions philosophiques tant en prévention qu'en réparation des RPS,

et pour Le Port et Morlet qui présentent deux interventions : l'une dans une banque et l'autre dans une agglomération lyonnaise.

En somme, cette publication permet de comprendre comment les RPS en sont venus à constituer une problématique incontournable pour les services de santé au travail en France dans les dernières années. Plutôt que d'en présenter une image unifiée, les auteurs proposent des points de vue différents, souvent critiques, sur ce type de risques et font le pont entre différentes sciences, de la philosophie à la sociologie, en passant par l'économie et l'ergonomie.

Daniel Prud'homme
Université Laval

Global Knowledge Work: Diversity and Relational Perspectives

Edited by Katerina Nicolopoulou, Mine Karataş-Özkan, Ahu Tatli and John Taylor, Cheltenham, UK; Northampton, MA, USA: Edward Elgar Publishing, 2011, 282 pp., ISBN: 978-1-84844-543-7.

Despite its rise in popularity in the past few decades, the concept of the "knowledge economy" raises many debates and issues, from its very definition to whether it is the revolutionary next stage of capitalism, or simply the current form of something that has always existed. *Global Knowledge Work* presents some of the elements of debate concerning these questions, as well as studies exploring diverse facets of knowledge work and workers.

Part one of the book presents contextual elements of knowledge work: its history, its conceptual bases and its current socio-economic context. Here Adelstein invites readers to gain perspective on the current "knowledge society" and its conception as a specific period of human flourishing, by comparing it to an earlier period of what she considers to be an earlier knowledge society, the renaissance. Central to this chapter is the argument that pre-industrial and industrial societies were also knowledge societies, as can be seen by discourses pertaining to the

application of knowledge to work (as opposed to knowledge in and of itself) present during these periods. Then, in the second chapter, Manolopoulos and Sakellariou present results from a study of executives in the Middle East and assess trends in mobility, decisions to quit, career development and markets considered to be most promising.

The second part of the book explores different facets of the mobility, migration and diversity management of knowledge workers. In chapter 3, Harvey explores the reasons behind highly skilled immigrants' decisions to immigrate and to return to their home countries. The authors' findings support the argument that economic concerns like job opportunities – though important – are not the main reasons driving highly skilled workers to migrate to and stay in their host country. In chapter four, Lange and Schröder analyze how creative and knowledge-intensive workers explain their process of migration to the post-socialist, medium-sized city of Leipzig, paying particular attention to the social embeddedness of transnational labour migration. The authors argue that the migration of highly-skilled workers follows steps and circular patterns, which vary according to an array of variables. Such variables include social networks and institutions. Finally, the authors contend that migration research should consider the particularities of local places, since their scenes and milieus can have an impact on migration. In the next chapter, Nikolopoulos aims to understand how to increase the mobility of knowledge workers in small-and-medium-sized enterprises (SMEs) in the information and communication technologies (ICT) sector in Europe. In order to do so, he describes the variables studied: European ICT SMEs, strategic human resource management, culture, and knowledge labour mobility, as well as their interrelationships. Then, he exposes the theory underlying his research, reflexive sociology, and explains how it applies to the micro, meso and macro levels of research.